

PISA et l'Office fédéral de la statistique

SIMONE FORSTER
COLLABORATRICE SCIENTIFIQUE IRDP

Interview de
Heinz Gilomen,
vice-directeur de
l'Office fédéral de
la statistique



Tour de l'OFS à Neuchâtel

En Suisse, l'OFS assure la direction nationale du projet PISA. Quelles sont les structures nationales et internationales mises en place pour cette recherche ?

La réalisation du projet PISA est financée par la Confédération et les cantons. Plusieurs organismes sont impliqués : l'Office fédéral de la statistique (OFS), la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) et l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT). Ils font tous partie du groupe de pilotage qui prend les décisions stratégiques et financières. La direction du projet revient, toutefois, à l'OFS. C'est lui qui dépouille, codifie, analyse, publie et transmet les résultats au niveau international. Quatre centres régionaux collaborent à ce travail : deux en Suisse alémanique, un en Suisse romande et un au Tessin. Ils sont surtout responsables des aspects pratiques soit de la passation des tests dans les classes. Ils aident aussi à collecter l'information et participent à l'analyse des résultats.

A l'échelle internationale, PISA est un projet de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) qui s'inscrit dans un vaste travail d'éducation comparée sur le fonctionnement des systèmes et sur leurs effets, appelé INES (Indicators of Educational Systems). L'OCDE conduit ce projet depuis 10 ans. Les 32 Etats membres financent leurs enquêtes, collectent les données et participent aux frais généraux.

S'agissant de PISA, un Governing Board (PGB) réunit les pays participants. Il décide, par consensus, de tout ce qui a trait à l'étude : la conception générale, le déroulement des tests, les mesures de qualité, le choix de l'âge, des domaines supplémentaires comme les résolutions de problèmes en 2003. Un consortium international traite de la réalisation pratique et technique du projet soit de l'élaboration des tests, du choix des échelles etc. Il réunit quatre institutions sous la direction de l'Australian Council for Educational Research (ACER). Le secrétariat de l'OCDE assume la direction générale du projet. Le dispositif fonctionne bien et le travail est intéressant.

Quel est votre sentiment sur l'utilité des grandes enquêtes internationales ? La Suisse y recueille-t-elle des renseignements pertinents pour évaluer son système éducatif ?

Oui, j'en suis convaincu. Il est important de se positionner, de savoir où nous nous situons. Une telle enquête ne teste pas toutes les compétences, loin s'en faut. Mais elle donne des indications très utiles. PISA teste les jeunes de 15 ans tous les trois ans. Au fil des enquêtes, on accumule une foule de connaissances sur l'évolution des systèmes éducatifs, sur les compétences des élèves mais aussi sur leurs intérêts, leurs motivations, leurs attitudes face à l'école. Les pays de l'OCDE investissent et s'investissent dans cette entreprise. Ils se soucient de la qualité et de l'efficacité de leur système éducatif. Ils considèrent PISA comme un instrument utile de pilotage car il leur fournit des indications fiables, pertinentes et des éléments précieux de comparaison qui vont au-delà des jugements à l'emporte-pièce véhiculés dans les débats publics.

Pensez-vous que les comparaisons entre cantons créent une certaine émulation et qu'elles aident aux réformes et au pilotage des systèmes ?

La presse s'est saisie des comparaisons entre cantons car elle a le goût des classements et des palmarès. Les méthodes comparatives s'avèrent toutefois plus étoffées, plus riches et particulièrement utiles pour détecter les points forts et les points faibles des systèmes. Elles donnent des pistes d'action et permettent d'apprendre les uns des autres afin d'améliorer les conditions de l'enseignement et de l'apprentissage. Les chercheurs ont une masse d'informations dans les cantons dont ils peuvent faire usage mais elle ne répond évidemment pas à toutes leurs questions. Elles ne remplacent pas d'autres recherches sur les didactiques, par exemple.

Quelles conclusions générales tirez-vous de cette enquête s'agissant de la qualité de nos écoles ?

La qualité du système de formation helvétique se situe au-dessus de la moyenne. Les

résultats en mathématiques, en résolution de problèmes et en sciences sont bon à très bons; ils sont moyens en lecture. L'éducation en Suisse n'est donc pas fondamentalement en crise. Ces conclusions confirment d'ailleurs les résultats obtenus par des études antérieures : celle de TIMMS (Third international Mathematics and Science Study) de 1997, de l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire « Reading-Literacy-Survey (IEA 1993) et de l'enquête « International Adult Literacy Survey (IALS1996).

PISA met en lumière quelques points importants qui méritent réflexion : l'importante influence de l'origine sociale et culturelle des élèves sur leurs résultats et les différences sensibles entre filles et garçons. D'une manière générale, les filles réussissent mieux que les garçons en lecture mais moins bien en mathématiques. Les enquêtes sur les adultes ne confirment pas ces résultats : les hommes réussissent mieux en lecture que les femmes. Je pense que la Suisse doit creuser la question des inégalités et dégager des pistes d'action pour remédier à cette situation. Tous les jeunes de 15 ans sont précieux et nous avons besoin de gens formés. Il s'agit finalement d'un choix politique. Voulons-nous rester dans la moyenne s'agissant de l'intégration des enfants des classes défavorisées ou voulons-nous faire mieux ?

Le Conseil européen de Lisbonne s'est engagé en 2000 à « promouvoir une économie de la connaissance compétitive et dynamique. » S'il existe une corrélation entre la croissance économique et le développement du système de formation, quelles conclusions en tirer pour la Suisse ? Investissons-nous assez ? A votre avis, quels sont les degrés qui s'avèrent importants si on vise une amélioration de la qualité de la formation ?

La relation entre la croissance économique et la qualité de la formation existe certainement mais elle n'est pas facile à prouver scientifiquement. Les corrélations sont difficiles à mettre en lumière. Par contre, dans un pays comme la Suisse où l'économie repose sur la valeur ajoutée, l'innovation et la créativité, il est évident que ce lien est fort et sans doute complexe. Nous ne pouvons pas nous permettre une production de masse de qualité moyenne. Il nous faut viser la qualité à tout prix tant dans la production que dans l'éducation. La Suisse le sait. Elle est un des pays qui investit le plus en éducation. Tous les degrés sont importants à mon sens. De l'école infantine aux hautes écoles, il faut une formation de pointe soutenue par la recherche.



Torre di PISA

Avez-vous le sentiment que les finalités de l'école obligatoire sont claires et que cette dernière remplit son rôle démocratique ?

J'ai le sentiment que le message sur les finalités de l'école obligatoire n'est pas clair. J'ai pu voir de près le système de formation finlandais et j'ai été impressionné par la cohérence des approches. Des ministres aux enseignants, en passant par les parents, tout le monde tient le même discours : la tâche la plus importante de l'école est de promouvoir l'égalité des chances. Cette culture, partagée par tout le monde, insufflé une dynamique à tout le système de formation et se répercute sur les résultats. Le message en Suisse n'a ni cette force ni cette cohérence. PISA 2000 avait montré une proportion élevée (18 %) des niveaux les plus faibles. On aurait pu espérer une volonté politique clairement exprimée de réduire ce pourcentage. D'une manière générale, l'école remplit son rôle de formation mais elle contribue aussi à reproduire les stratifications sociales. La volonté d'intégrer les plus faibles est plus prononcée dans certains cantons que dans d'autres. C'est le cas du Jura, par exemple.

La fonction de l'OFS, dans le débat politique sur l'éducation, est de fournir des informations rigoureuses et pertinentes sur le fonctionnement de nos systèmes éducatifs. Les recherches en éducation vous aident-elles à interpréter les résultats ? Si oui, quels sont les domaines de recherche qui vous paraissent importants ?

Oui la recherche nous est utile et nous donne des pistes d'explications. Je regrette toutefois que certains domaines, particulièrement importants, demeurent sous-développés. Je pense à l'économie et à la sociologie de l'éducation. Il est important de savoir si le volume de l'investissement financier est décisif ou non quant à la qualité de la formation et de ses résultats. Les sciences politiques ont aussi un rôle à jouer dans l'étude des processus éducatifs, du fonctionnement des systèmes décisionnels et des effets des sélections. Tout l'aspect technique, soit celui de la statistique, des recherches méthodologiques, des indicateurs pertinents etc. fait encore défaut. Enfin, nous manquons de chercheurs spécialisés en histoire de l'éducation. Cet éclairage s'avère indispensable pour saisir l'évolution des systèmes et réfléchir à leur avenir. La pédagogie n'est pas vraiment notre affaire mais les recherches dans ce domaine sont aussi importantes car finalement c'est la qualité des enseignants qui fait la différence.